

Movement & Sport Sciences – Science & Motricité
© ACAPS, EDP Sciences, 2015
DOI: 10.1051/sm/2015015

L’instrumentalisation de l’éthique dans la lutte antidopage en cyclisme sur route

Fincœur Bertrand

KU Leuven, Leuven Institute of Criminology, Belgium

Reçu le 15 février 2015 – Accepté le 18 mars 2015

Résumé. D’abord problématisé comme un enjeu de santé à partir des années 1960, le dopage se voit rapidement condamné au nom de l’éthique sportive. L’opposition posée entre dopage et éthique est cependant le fruit d’une construction socio-culturelle qui n’a pas toujours fait sens pour les acteurs du cyclisme. Avec la multiplication des scandales de dopage à partir de la fin des années 1990, le milieu cycliste est mis sous pression par les contraintes économiques qui découlent de la révélation des scandales. Le registre de l’éthique est alors invoqué comme moyen d’organiser la survie de la profession. La mobilisation de l’éthique est toutefois purement opportuniste, d’autres types de pratiques susceptibles de porter identiquement atteinte à l’éthique du sport continuant à fleurir impunément.

Mots clés : Dopage, cyclisme, éthique, MPCC

Abstract. The instrumentalisation of sports ethics in the fight against doping in road cycling.

First defined as a public health problem from the 1960s, doping is rapidly condemned in the name of ethics. Bringing into opposition doping and ethics is however the result of a socio-cultural construct which did not always make sense to the cycling actors. After the numerous doping scandals from the end of the 1990s, the cycling world has been put under pressure by the economic constraints deriving from scandals. Sports ethics has therefore been invoked as a mean to ensure the survival of elite cycling. The emphasis on ethics is nevertheless purely opportunist as other types of unethical behaviors still develop without being discussed.

Key words: Oping, cycling, ethics, MPCC

1	Le recours à des substances et méthodes en vue d’ac-	abusivement présenté comme lié à la consommation de	19
2	croître les performances athlétiques a vraisemblablement	produits dopants (Møller, 2005), attise la préoccupation	20
3	accompagné toute l’histoire du sport depuis l’Antiquité	de certaines autorités pour le sujet (Laure, 2000). Bien	21
4	(Yesalis & Bahrke, 2002). Au moins jusqu’à la fin de la	que la diffusion du dopage dans le sport semble liée au	22
5	première guerre mondiale, ce type de pratiques ne susci-	développement de la médecine du sport (Brissonneau &	23
6	tait toutefois aucune réprobation (Hoberman, 1992). Mal-	Le Noé, 2006; Waddington, 1996), c’est cependant sous	24
7	gré quelques initiatives à partir de la fin des années 1920,	l’impulsion de certains membres du corps médical que di-	25
8	la régulation du dopage ne prend toutefois véritablement	verses conférences de médecine du sport commencent à	26
9	corps qu’à partir des années 1960. Le dopage sportif ap-	être organisées autour de la question du dopage. En jan-	27
10	paraît en effet progressivement comme un problème de	vier 1963, à l’initiative du secrétariat d’état français à la	28
11	santé publique dans les années 1950, dans un contexte	Jeunesse et aux Sports, se tient à Uriage-les-Bains, un	29
12	général d’après-guerre où les problématiques de malnu-	premier colloque européen sur le dopage au cours duquel	30
13	trition et d’hygiène de vie rencontrent un intérêt crois-	sera proposée une première définition officielle du phéno-	31
14	sant (Dimeo, 2009). À cette époque, les hormones syn-	mène. L’année suivante, la Fédération internationale de	32
15	thétiques, qui sont apparues dans les années 1930, font	médecine sportive organise à Tokyo une conférence inter-	33
16	l’objet d’un usage grandissant par les sportifs. En 1960,	nationale sur le dopage. Le Comité international olym-	34
17	la médiatisation du décès du cycliste danois Knud Ene-	pique adoptera alors la nouvelle définition du dopage qui	35
18	mark Jensen aux Jeux Olympiques de Rome, peut-être	vient d’y être donnée. En France, le corps médical et en	36

particulier quelques médecins du sport proches du ministère des Sports, du fait de leur intégration progressive au sport de haut niveau, alertent les pouvoirs publics quant à une utilisation fréquente et sans prescription de produits pharmacologiques, notamment chez les cyclistes (Brissonneau, 2010). Les premières préoccupations pour le dopage sportif viennent par conséquent principalement du monde médical pour ensuite entrer dans la sphère publique – la politique des États – et privée – l’action des organisations sportives. L’intérêt pour la problématique du dopage reste toutefois dans un premier temps clairement limité à un petit groupe d’instances sportives dirigeantes et de pays (Houlihan, 2002).

Si le dopage a d’abord été problématisé comme une question de santé, la volonté de préserver l’éthique sportive apparaît néanmoins rapidement comme l’autre grand fondement de la lutte antidopage. Le colloque d’Uriage puis la conférence de Tokyo mentionnent en effet, respectivement, le « préjudice à l’éthique sportive » et la « déloyauté » dans leur définition du dopage. En France, assez rapidement après le colloque de 1963, un projet de loi est examiné par le Sénat, qui base en grande partie ses travaux sur ceux d’Uriage (Brissonneau & Ohl, 2010). Le rapporteur de la commission en charge de la discussion du projet de loi insiste sur « le caractère moral de la lutte contre le doping qui, à (ses) yeux, est aussi important que l’aspect médico-légal » (Sénat français, 1964). À partir des années 1960 et sous diverses formulations, l’éthique sportive se verra ainsi systématiquement invoquée dans tous les textes relatifs au dopage issus des ordres juridiques étatique et/ou sportif. Plus récemment, en 1999, lors de la création de l’Agence mondiale antidopage (AMA), l’atteinte à « l’esprit sportif » sera un des trois critères fixés par l’AMA pour déterminer s’il faut ou non inclure une substance ou une méthode dans la liste des artifices interdits. Le slogan de l’AMA (*Play True*) fait lui aussi clairement et directement référence à l’éthique sportive, suggérant même la dominance actuelle du critère de l’éthique sur celui de la santé dans l’élaboration de la politique antidopage (Fincoeur, Frenger, & Pitsch, 2014).

Le travail sociologique amène toutefois à s’interroger sur l’opposition posée entre dopage et éthique sportive et à considérer les enjeux qui se cachent derrière la mobilisation de ce registre dans le cadre de la lutte contre le dopage. Nous verrons ainsi tout d’abord, dans un premier chapitre, que les arguments mobilisés au nom de l’éthique sportive relèvent bien d’une construction socio-culturelle. Dans un deuxième temps, à travers l’exemple de l’évolution du cyclisme professionnel, nous montrerons comment et pourquoi la question de l’éthique sportive se voit de plus en plus associée à la définition de la performance à partir des années 2000. Dans une troisième partie, nous nous pencherons enfin plus spécifiquement sur le cas du Mouvement pour un cyclisme crédible, en montrant que celui-ci symbolise tout particulièrement l’instrumentalisation de l’éthique dans le champ sportif.

Cet article se base sur les résultats de recherches empiriques menées dans le cyclisme professionnel belge et français entre 2007 et 2014. Plus particulièrement, nous utilisons pour cet article l’analyse de soixante entretiens semi-directifs menés auprès de cyclistes de haut niveau (équipes World Tour, continentales professionnelles et continentales¹), de membres de leur encadrement sportif et médical (directeurs sportifs, médecins, entraîneurs) et de personnes chargées de l’antidopage à un niveau national et international (fédérations de cyclisme, agences antidopage).

1 Le dopage est-il contraire à l’éthique sportive ?

Dans un ouvrage récent, Tolleneer et Schotsmans (2013, p. 25) identifient cinq niveaux d’arguments utilisés pour combattre le dopage : 1) le rapport à soi ; 2) le rapport à l’autre ; 3) le rapport au sport ; 4) le rapport à l’image du sport ; 5) le rapport à la nature humaine. Concrètement, la lutte antidopage se fonderait sur le fait que le dopage : 1) menace la santé de l’athlète ; 2) est une atteinte à la loyauté due aux adversaires ; 3) porte atteinte à l’esprit du sport ; 4) offre à voir des modèles négatifs, particulièrement vis-à-vis de la jeunesse ; 5) désacralise la nature humaine. Les quatre premiers niveaux sont identiques aux quatre principes fondamentaux qui inspirent, selon Smith et Stewart (2008), la politique de l’AMA. Les deuxième et troisième niveaux d’arguments font clairement référence, sur un plan d’abord interpersonnel puis plus institutionnel, à l’éthique sportive. L’examen des contre-arguments à ces principes permet toutefois de démontrer que la condamnation du dopage au nom de l’éthique relève entièrement d’une construction socio-culturelle.

Tout d’abord, il est particulièrement difficile de saisir ce qu’il y a lieu de comprendre par des notions comme « l’esprit du sport », « le fair-play », « la loyauté » ou encore « l’éthique sportive » (Mazanov & Connor, 2010). D’après Møller (2009, p. 14)², ces concepts n’ont d’ailleurs « pas plus de signification dans le sport qu’ils n’en ont en dehors. (...) Parler d’esprit du sport revient, en d’autres mots, à évoquer une notion qui n’a pas pied dans la réalité, une notion qui désigne seulement ce que les idéalistes souhaitent y mettre. »

À rebours d’une conception idéaliste du sport et malgré la difficulté de définir ce que seraient les « valeurs du sport », plusieurs travaux issus du courant de pensée critique du sport et du mouvement sportif analysent par ailleurs le dopage non comme une transgression de valeurs sportives mais l’inscrivent au contraire dans la continuité

¹ Les trois premières divisions du cyclisme mondial.

² Nous traduisons librement : « ... *that mean no more in sport than they do in the world outside sport. To talk of the spirit of sport is, in other words, to talk of a notion that apparently has no foothold in reality, one that describes what idealists might wish it to be.* »

de celles-ci (*e.g.* Savulescu, Foddy, & Clayton, 2004; Tamburrini, 2006). Mauron (2011) se demande ainsi si le dopage n'est pas « l'esprit du sport » dès lors que le principe d'action du sport de compétition serait « l'impératif de gagner à tout prix ». En dépeignant des compétiteurs sportifs qui n'auraient comme loi que celle de leurs intérêts, ces analyses méconnaissent ou sous-estiment toutefois la complexité des représentations du sport et de la compétition sportive par ses acteurs.

La question de l'éthique sportive apparaît au cœur de la rhétorique de justification de la lutte antidopage. Le dopage serait déloyal. L'argument n'est toutefois pas indiscutable. Tout d'abord, le simple fait d'affirmer que le dopage confère un avantage sur l'adversaire n'est en rien suffisant pour lui attribuer une nature déloyale puisqu'il est évident que le sport, dans son ensemble, est axé sur la recherche d'avantages sur les autres. Il faudrait par conséquent faire la différence entre les avantages déloyaux, dès lors jugés illicites, et les avantages loyaux, donc autorisés. Ceci tend à illustrer ce que Becker (1985) a formalisé sous le concept de *labeling theory*, autrement dit que sont déviants les comportements dont on dit qu'ils sont déviants. Le dopage n'est donc rien de plus que ce qu'on dit que c'est au terme d'un processus d'étiquetage de certains comportements sociaux. Le fait que la condamnation du dopage soit un phénomène assez récent – en tout cas si on le compare aux pratiques de dopage qui existent, elles, depuis toujours – accrédite l'analyse d'une déviance construite sur un plan socio-culturel. Les sportifs ont en effet de tout temps cherché des moyens pour améliorer leurs performances et ainsi prendre une avance sur leurs adversaires. Ceci est vrai aujourd'hui de la recherche de nouvelles techniques d'entraînement, de la volonté d'utiliser des équipements toujours améliorés (matériel, vêtements) ou encore du développement d'une alimentation toujours plus au service de la performance. Quelle est dès lors la réelle spécificité du dopage, dont la condamnation semble ne reposer, sur le strict plan de l'éthique sportive, que sur le fait que certaines instances l'ont préalablement catégorisé comme étranger à ce qui constitue les limites acceptables de la recherche de performance ?

Le sport est par ailleurs constitué et organisé autour d'avantages « naturels », principalement liés à la physiologie de l'athlète. En cyclisme, un petit gabarit léger sera ainsi souvent avantage en montagne par rapport à un rouleur plus corpulent de type « flandrien ». Cet inégal rapport de forces conféré par la nature ne suscite pourtant aucun commentaire relatif à la déloyauté et n'empêche pas que des courses cyclistes mettent simultanément aux prises des coureurs de toutes les tailles et de tous les poids là où certains sports prévoient des mécanismes de rééquilibrage des chances. Ainsi, certains arts martiaux différencient les compétitions en fonction de critères liés au poids des compétiteurs, alors que certaines courses hippiques prévoient des charges additionnelles pour certains chevaux lorsque ceux-ci apparaissent trop favoris. En parallèle, le fait de développer ou de cultiver ses aptitudes naturelles par un entraînement intensif adapté est

généralement valorisé dans l'univers sportif et auprès du grand public. On pourrait toutefois soutenir qu'il existe des discriminations dans l'accès et dans l'usage pouvant être fait des techniques d'entraînement. En effet, l'état de fortune du sportif ou le niveau de richesse de ses parents, par exemple, sont de nature à créer des disparités dans le choix et l'accès au meilleur entraîneur ou dans la possibilité d'effectuer des stages d'entraînement dans des centres spécialisés. L'égalité des chances, qui est un concept régulièrement vanté dans le sport et que le dopage viendrait bousculer, est ainsi déjà constamment et considérablement mise à mal par des inégalités financières, sociales, politiques et génétiques (Connor, 2009). Rathke et Woitek (2008) indiquent ainsi que le PIB par habitant est le plus sûr moyen de prédire le tableau des médailles par pays aux Jeux Olympiques. Les inégalités économiques exercent également une influence certaine dans l'acquisition du meilleur matériel. Or, la qualité du matériel sportif utilisé – un vélo, une raquette de tennis, des chaussures, etc. – est indéniablement un apport extérieur important, comme pourrait l'être le dopage, dans la production finale de la performance. La promotion de l'antidopage comme garantie de plus d'équité dans le sport masque ainsi de bien plus profondes injustices (Hemphill, 2009).

Les innovations technologiques sont également porteuses de débats autour de la justice ou de l'injustice de l'utilisation de techniques auxquelles tous les protagonistes n'ont pas nécessairement identiquement accès. La part grandissante de la technologie dans le sport peut en effet modifier l'égalité des chances entre concurrents. Defrance (1985) a ainsi problématisé la question de l'introduction de la perche en fibre de verre en athlétisme, qui donnait à ses utilisateurs un avantage manifeste par rapport à ceux qui ne l'avaient pas. L'innovateur bénéficiera alors d'une avance technique qu'il conservera pendant le temps nécessaire à l'institution sportive pour homologuer ou rejeter son invention. Ce qui est en jeu, dans les innovations technologiques comme dans les substances ou techniques dopantes, c'est donc l'accès différentiel à celles-ci. Or, comme le souligne Houlihan (2002, p. 137), dans ce cas, l'argument penche en faveur de la levée de l'interdiction et non d'une tentative de la renforcer puisque cette dernière aura toutes les chances d'amplifier l'injustice dans la mesure où certains athlètes respecteront la règle alors que d'autres la transgresseront. Black et Pape (1997) pensent ainsi qu'il conviendrait plutôt d'accélérer le processus de diffusion pour que le déséquilibre créé soit aussitôt réduit et ainsi éliminer l'avantage de l'accès sélectif. En matière de dopage, l'inégalité d'accès aux produits a en effet été accentuée par les développements récents de la lutte antidopage, responsable de l'émergence d'un cyclisme à plusieurs vitesses (Fincoeur & Paoli, 2014).

Considérer le recours au dopage comme une atteinte à l'éthique sportive traduit par conséquent surtout l'appréciation différentielle des différents moyens utilisés pour produire de la performance. Durkheim (1893), en disant que l'on ne réproouve pas un acte parce qu'il est un crime

1 mais qu'il est un crime parce qu'on le réprouve, ne di-
2 sait pas autre chose. On peut dès lors affirmer que le
3 dopage pose problème avant tout parce qu'il a été décidé
4 qu'il posait problème dans un espace-temps déterminé,
5 autrement dit parce que son usage a préalablement été
6 jugé « hors-jeu ». Sa condamnation est donc le résultat
7 d'une construction socio-culturelle sujette à des réinter-
8 prétations par les acteurs en situation, au gré des inter-
9 actions vécues avec d'autres acteurs. Dans le cyclisme, ce
10 rapport à l'éthique a ainsi fortement évolué au cours des
11 dernières décennies.

12 2 La remobilisation de l'éthique 13 dans la définition de la performance

14 C'est aujourd'hui un lieu commun, le dopage a été très
15 largement répandu dans le peloton professionnel au moins
16 jusqu'à la fin des années 1990 (Brissonneau, Aubel, &
17 Ohl, 2008). L'affaire Festina, qui éclata en juillet 1998
18 et qui débuta par le contrôle d'un véhicule et l'arres-
19 tation d'un soigneur de l'équipe cycliste Festina, révéla
20 en effet au grand public les pratiques de dopage ayant
21 cours dans le peloton. Assez rapidement, on comprend
22 cependant que ce qui se passe au sein de l'équipe Fes-
23 tina n'est pas un phénomène isolé et que les pratiques
24 mises à jour caractérisent en réalité le fonctionnement
25 d'une grande majorité d'équipes. Le dopage est en effet
26 à l'époque une composante à part entière de la vie des
27 coureurs cyclistes professionnels, comme l'attestent les
28 autobiographies-confessions de plusieurs cyclistes et/ou
29 membres de l'encadrement (*e.g.* Voet, 1999; Gaumont,
30 2005). La consommation de produits dopants dans le pe-
31 loton n'est pourtant pas un phénomène nouveau à la fin
32 des années 1990. Déjà au dix-neuvième siècle, les cyclistes
33 avaient recours à des produits pour accroître leurs perfor-
34 mances (Yesalis & Bahrke, 2002, p. 46). Les décennies qui
35 suivent ne feront qu'inscrire encore plus les pratiques de
36 dopage dans l'habitus des coureurs. Waddington et Smith
37 (2009) estiment ainsi que la question qui se pose est moins
38 celle de savoir pourquoi les sportifs se dopent que pour-
39 quoi l'usage de produits dopants a connu une forte aug-
40 mentation à partir des années 1960. Les auteurs identi-
41 fient alors quatre facteurs qui traversent l'histoire récente
42 du sport et qui sont à même d'expliquer l'explosion des
43 pratiques de dopage au cours de la deuxième partie du
44 vingtième siècle : la médicalisation croissante du sport,
45 sa politisation, sa professionnalisation et sa commercia-
46 lisation. Dans le cas du cyclisme, outre l'impact de ces
47 facteurs généraux et transversaux, la diffusion du dopage
48 s'explique vraisemblablement aussi par un processus de
49 légitimation du recours au dopage, qui s'est développé
50 au fil des décennies pour s'ancrer dans la culture de ce
51 sport. Nous l'avons déjà évoqué, les pratiques de dopage
52 n'ont longtemps fait l'objet d'aucune réprobation. Jus-
53 qu'aux années 1960, elles ont par conséquent pu méta-
54 staser sans vraiment rencontrer d'obstacles. Par la suite,

même lorsque les premières interdictions du dopage ver-
ront le jour, l'impossibilité de détecter toutes les sub-
stances en circulation et la faible intensité des efforts pour
tenter de limiter leur utilisation ont contribué à leur dif-
fusion et à leur banalisation. Bien plus qu'une déviance –
Coakley et Pike (2009) parleront même de sur-adaptation
aux exigences du milieu – le dopage est surtout un com-
portement appris : le résultat d'un processus de socialisa-
tion secondaire (Berger & Luckmann, 1986) amenant les
coureurs à retravailler et à redéfinir les normes d'exercice
de leur métier. Bien sûr, les pratiques se sont raffinées et
le dopage, très artisanal dans la première partie du ving-
tième siècle, s'est progressivement sophistiqué pour de-
venir une véritable pratique professionnelle, un élément
du métier comme un autre (Brissonneau, *et al.*, 2008).
On a d'ailleurs parlé de « faire le métier » lorsqu'il s'agis-
sait d'évoquer la prise de produits (illicites) et, au moins
jusqu'à la fin des années 1990, nombreux sont les témoi-
gnages allant en ce sens.

« *La cortisone par exemple, je considérais ça comme
rien du tout. C'était vraiment la base de ce que je pouvais
faire pour mon métier. Il ne fallait pas exagérer, j'étais
quand même professionnel. À ce moment-là, je me suis
dit qu'il fallait quand même faire un minimum. Il faut te
soigner, tout simplement* » (François, coureur à la fin des
années 1990 et dans les années 2000).

« *J'ai vu des tas de fois des coureurs qui se faisaient
des piqûres d'EPO. Chez nous, il y en avait beaucoup qui
en faisaient, hein ! Il y en avait même dans le frigo du
camion de l'équipe. C'était monnaie courante d'être en
contact avec ce produit-là* » (Bruno, coureur à la fin des
années 1990).

L'affaire Festina est donc un tremblement de terre
entraînant de profondes conséquences. C'est en effet sa
révélation et son retentissement qui obligent le Comité
international olympique à réagir et à convoquer toutes
les parties intéressées par la lutte antidopage. C'est ainsi
que se tiendra en février 1999 à Lausanne une confé-
rence mondiale sur le dopage dans le sport. L'initiative du
CIO s'explique par trois facteurs (Waddington & Smith,
2009, p. 179) : la nécessité de réagir face à l'ampleur de
la diffusion du dopage dans un des sports olympiques,
l'incapacité de l'UCI à opérer ce travail et la pression
des autorités françaises. L'affaire Festina et les remous
qu'elle suscite forcent en effet le mouvement sportif, for-
tement mis sous pression, à réagir. Le CIO y voit aussi
l'opportunité de répondre à la crise de légitimité qu'il
traverse suite aux attaques qui lui sont adressées depuis
quelques années pour sa (non-)gestion du dopage dans
le sport (Hoberman, 2001). La conférence de Lausanne
se présente donc comme une occasion de restaurer son
autorité et son leadership dans la régulation du dopage
sportif (Waddington & Smith, 2009, p. 183). Les choses
ne se déroulèrent toutefois pas exactement comme prévu
pour le CIO puisque l'affaire Festina conduit finalement
à la situation inverse : une reconfiguration des pouvoirs
dans la lutte antidopage au bénéfice des autorités pu-
bliques (Sallé, Lestrelin, & Basson, 2006). Ces événements

conduiront directement à la création d'une agence internationale indépendante mixte, l'Agence mondiale antidopage, fondée dans le but de promouvoir et coordonner la lutte antidopage à un niveau international. Sa création peut néanmoins être interprétée comme une forme de modalité d'apaisement des tensions de l'époque entre autorités publiques et sportives (Demeslay & Trabal, 2007).

La création de l'AMA marque indubitablement l'ouverture d'une nouvelle ère dans l'antidopage. Deux points méritent toutefois d'être relevés dans les premières années qui suivent l'affaire Festina et la mise sur pied de l'AMA. D'une part, il est étonnant de constater à quel point les pratiques de dopage ont peu évolué dans la période directe post-Festina. Alors que le Tour 1998 se termine par le retrait ou la mise hors course de sept des vingt-et-une équipes engagées, que la question de la poursuite du Tour de France se pose, que le peloton est l'objet d'une profonde crise d'identité et de crédibilité, les scandales et la révélation de nouveaux contrôles positifs ne fléchissent en rien dans les mois et les premières années qui suivent l'été 1998. Du Blitz, pendant le Giro 2001, à l'affaire Armstrong en passant par le scandale Cofidis ou l'affaire Puerto, l'actualité du cyclisme est en effet régulièrement ponctuée de nouvelles révélations concernant l'utilisation de produits dopants par les coureurs. D'autre part, malgré la continuité des scandales, les pratiques de dopage évoluent sensiblement dans leur forme. Conséquence directe de la répression accrue, elles deviennent plus secrètes et s'inscrivent de plus en plus dans des réseaux indépendants des équipes cyclistes, qui jusque-là organisaient le plus souvent le dopage en leur sein (Fincoeur & Paoli, 2014; Ohl, Fincoeur, Lentillon-Kaestner, Defrance, & Brissonneau, 2013). À partir des années 2000, la pression s'accroît en effet sur les équipes. Cette pression est exercée de façon combinée par différentes instances. Tout d'abord, les autorités douanières et policières mènent des enquêtes conduisant à mettre à jour de nouveaux cas de dopage. En France, c'est l'OCLAESP, un service de la Gendarmerie nationale créé en 2004 et qui traite notamment de toutes les atteintes à la santé publique (y compris donc le trafic de produits dopants), qui accentue le contrôle sur les équipes en organisant, par exemple, des perquisitions dans les hôtels. Des déterminants économiques, ensuite, ont également joué un rôle majeur dans l'évolution du cyclisme dans son rapport au dopage. Certains médias, d'une part, ont en effet fait planer la menace d'arrêt de couverture de certaines courses cyclistes et, très concrètement, certaines courses furent supprimées faute de sponsors enclins à associer leur nom à des compétitions sportives susceptibles d'être ultérieurement décredibilisées par un énième scandale de dopage (Waddington & Smith, 2009, p. 153). Les sponsors des équipes ont également grandement contribué à faire bouger les lignes à partir des années 2000. Sur les 92 équipes cyclistes professionnelles qui ont existé entre 2005 et 2012, 53 ont en effet perdu leur sponsor, dont 41 dans les deux ans qui ont suivi leur engagement dans le cyclisme (Taverna & Aubel, 2013). Plus que les méthodes de détection directe,

qui constituent encore aujourd'hui l'essentiel d'une politique antidopage principalement basée sur une approche *law and order*, ce sont donc des facteurs externes, faisant suite à la multiplication des scandales à partir de 1998, qui ont puissamment incité le peloton cycliste à revoir son positionnement à l'égard de la consommation de substances et méthodes indirectes. La pharmacologie, notamment illicite, a longtemps fait partie du quotidien des coureurs et la question de l'éthique de ces pratiques ne s'est pendant cette période pour ainsi dire pas posée. La condamnation morale ou éthique du dopage, si elle peut être communément partagée par le monde profane, ne faisait pas partie de l'univers de signification des initiés. Dans ce contexte, la mobilisation du registre de l'éthique et sa (ré)intégration dans la définition de la performance semblent clairement moins le fruit d'une conviction forte acquise sur le tard que l'expression d'une forme d'adaptation aux nouvelles conditions environnementales dans lesquelles l'univers cycliste est contraint d'évoluer. L'appel récent de certaines franges du milieu cycliste aux valeurs d'éthique sportive semble ainsi devoir être réinterprété comme la marque d'une prise de conscience des enjeux économiques de survie d'une corporation mise en péril par les révélations successives et nombreuses de ce qu'il conviendra d'appeler des dérives.

« Il faut lutter contre le dopage pour sauver le cyclisme. En ce moment, il y a 135 coureurs qui n'ont pas d'équipe pour l'année prochaine. Tu imagines ? Ce sont les scandales de dopage qui sont responsables de ça. Ça effraie les investisseurs, les sponsors. Aujourd'hui, on a besoin d'une nouvelle image. Sinon, plus personne ne mettra d'argent dans notre sport et alors ça voudra dire qu'on n'a pas réussi à le sauver » (Fabrice, ancien coureur aujourd'hui directeur sportif).

« Je pense que ceux qui ne font rien aujourd'hui pour améliorer la situation sont des égoïstes. Ils veulent des résultats mais ils ne regardent pas les conséquences de leurs actes. Ils ne réalisent pas, ou je crois plutôt qu'ils s'en foutent, mais dans certaines équipes, c'est clair que le sponsor s'en va si de nouveaux scandales arrivent. Maintenant, il faut vraiment qu'on réalise qu'on est allé trop loin » (Sylvain, ancien coureur aujourd'hui directeur sportif).

L'accent mis aujourd'hui sur les considérations éthiques s'apparente à une instrumentalisation de vagues concepts porteurs économiquement. Selon un dirigeant international du cyclisme, « la lutte antidopage, c'est un coût d'opération. La contribution au passeport biologique pour une équipe du World Tour, c'est 120 000 €. Quand tu as un budget de 20 millions d'euros, mettre 1 % pour sécuriser ton business, ce n'est pas grand-chose. Aucune équipe ne serait contre le fait de payer plus. C'est comme les portiques de sécurité dans les aéroports. Ça coûte cher mais si tu n'as pas ça, le secteur aéronautique s'écroule. La lutte antidopage, c'est pareil. Dans un sport attaqué comme l'a été le cyclisme, tu dois donner des garanties à l'extérieur. » Les organisations sportives dans leur ensemble ont donc un intérêt évident à développer un

discours axé sur la défense de l'éthique dès lors que ce discours a des répercussions économiques évidentes. C'est dans ce contexte que nous analysons le développement du Mouvement pour un cyclisme crédible (MPCC) à partir de 2007.

3 Une intuition française : le MPCC

Selon ses propres termes, le MPCC est une association qui a pour but de défendre l'idée d'un cyclisme propre (www.mpcc.fr). Le 5 juillet 2007, huit équipes cyclistes professionnelles, dont six françaises (AG2R, Agritubel, Bouygues Telecom, Cofidis, Crédit Agricole, Française des Jeux, Gerolsteiner, T-Mobile) quittent la réunion de l'Association internationale des groupes cyclistes professionnels (AIGCP). Les huit équipes considèrent en effet que les décisions prises à l'AIGCP en matière de dopage ne sont pas appliquées. Le 24 juillet, sept de ces huit équipes lancent le Mouvement pour un cyclisme crédible. L'équipe allemande T-Mobile s'est en effet entre-temps retirée à la suite du contrôle positif d'un de ses coureurs, Patrick Sinkewitz, quelques jours plus tôt. Pas plus tard que le lendemain, dans la soirée du 25 juillet, l'annonce du contrôle positif de Christian Moreni, un coureur italien de l'équipe française Cofidis, pousse l'équipe entière à se retirer du Tour de France. Les débuts du mouvement ont donc été pour le moins chaotiques. Les années qui suivent sont toutefois caractérisées par la relative confidentialité dans laquelle évolue l'association. Celle-ci acquiert néanmoins une nouvelle dimension en novembre 2012. Lors de la présentation de l'édition 2013, le directeur du Tour annonce en effet que priorité sera désormais accordée par l'Association internationale des organisateurs de courses cyclistes (AIOCC), l'association qui rassemble l'ensemble des organisateurs de courses World Tour, aux équipes adhérant au MPCC pour l'attribution des invitations (*wild cards*). Assez rapidement, le MPCC sort alors de sa confidentialité et passe en quelques mois d'une dizaine de membres à, en juillet 2014, 11 équipes World Tour sur 18, 16 équipes continentales professionnelles sur 17 et 31 équipes continentales sur 181³. Dans la mesure où les équipes World Tour sont automatiquement assurées d'être sélectionnées aux épreuves éponymes, ce sont les équipes continentales professionnelles, celles les plus à même de pouvoir bénéficier des invitations, qui sont proportionnellement les plus représentées au sein du mouvement. Il est par conséquent difficile de ne pas faire une lecture utilitaire de l'adhésion soudaine aux valeurs portées par le MPCC.

« Moi, je vais te le dire franchement, j'ai pris la cotisation au MPCC pour l'équipe uniquement pour être plus facilement invité sur certaines épreuves. L'éthique et tout ça, c'est de la sauce » (Manu, directeur sportif d'une équipe continentale professionnelle).

³ Soit respectivement, les trois premières divisions, par ordre décroissant de niveau, de l'UCI.

« *Le MPCC, moi je vois ça comme un truc pour occuper Roger Legeay* (le président du MPCC). *Mais bon, dans le contexte actuel, mieux vaut être dedans que dehors, on ne sait jamais* » (Samuel, directeur sportif d'une équipe continentale).

Depuis sa création, le MPCC se fait fort de défendre l'idée d'un cyclisme sans dopage. En la matière, le mouvement s'impose même des règles plus sévères que ce qu'imposent les règlements internationaux antidopage et les règles propres à l'UCI. Le MPCC a, par exemple, ainsi défendu le principe de la *no needle policy* (rejet de l'utilisation de la seringue en l'absence d'indication médicale, même dans le cas d'injection de produits licites de récupération) avant que l'UCI n'encourage cette (non-)pratique pour l'ensemble des équipes. Le MPCC est pourtant composé d'individus parfois lourdement associés à des scandales de dopage dans le passé. Son président, Roger Legeay, ancien coureur professionnel (1973–1982) et ancien directeur sportif d'équipes professionnelles (Peugeot, Z, Gan, Crédit Agricole), a travaillé pendant sa carrière avec certains des médecins du sport les plus impliqués dans l'approvisionnement des coureurs en produits dopants. Il a en effet engagé comme médecin d'équipe François Bellocq, l'apôtre français du rééquilibrage hormonal (Bellocq, 1991), et Patrick Nédélec, dont Philippe Gaumont (2005) détaillera le rôle dans plusieurs équipes dans son livre. L'invocation de l'éthique à la rescousse du cyclisme n'est donc pas le fait de défenseurs « historiques » de la lutte antidopage dans le sport. Le MPCC est toutefois le fruit d'une intuition, principalement française. Ses fondateurs ont en effet peut-être compris plus vite que les autres que le salut de la corporation cycliste passait par la reconquête et le rachat d'une crédibilité. La mobilisation du registre de l'éthique est par conséquent un moyen d'asseoir la pérennité du cyclisme professionnel.

« *Aujourd'hui, il faut arrêter de déconner. Moi, j'ai vingt-neuf gars, on a des soigneurs, des mécanos. Si on ne veut pas mettre la clé sous la porte, il faut se bouger. Là, je ne laisse plus rien passer, sinon on est mort. Ce n'est pas plus compliqué que ça* » (Antoine, membre fondateur du MPCC).

Les équipes qui adhèrent au MPCC s'engagent en théorie à respecter neuf « règles-phares » censées assurer d'un point de vue pratique de solides garanties éthiques au cyclisme professionnel. Les engagements pris par le MPCC peuvent aussi avoir de réelles conséquences économiques pour qui ne les respecterait pas. Ainsi, une équipe dont deux coureurs sont successivement contrôlés positifs est tenue de s'auto-suspendre pour la course à venir au calendrier. L'équipe française AG2R fera ainsi les frais de cet engagement en s'auto-suspendant pour le Critérium du Dauphiné 2013 alors que le siège social de l'équipe est situé en Savoie et que la course représente une vitrine régionale majeure pour le sponsor. En mai 2011, à travers la publication d'une liste jusqu'alors gardée secrète par l'UCI relative à l'indice de suspicion de dopage de chaque coureur du peloton, *L'Équipe* établissait par ailleurs très clairement que les coureurs des équipes du MPCC d'alors

étaient massivement jugés plus propres que les autres. Pour ces équipes façonnées à partir des années 2000 autour d'un credo de l'antidopage, le dopage est devenu un stigmat à exorciser. Le dopage y a été officiellement redéfini comme déviant par rapport aux normes sportives et sociales de méritocratie. En somme, le MPCC a avalisé et repris à son compte les arguments et une partie de la rhétorique antidopage qui, pendant plusieurs décennies, faisaient pourtant peu sens pour les acteurs du cyclisme. Il est toutefois symptomatique que le MPCC ait choisi l'adjectif « crédible » pour sa dénomination, là où les qualificatifs « propre » ou même « éthique » auraient pu s'imposer. Jusqu'à l'appellation de l'association témoigne par conséquent de l'opportunisme de la conversion et des incitants économiques majeurs à désormais promouvoir et cultiver une image différente d'un sport si souvent décrié au cours des deux dernières décennies.

4 Conclusion

Que l'adoption, sincère ou instrumentale, par un nombre grandissant d'équipes, de la ligne du MPCC par rapport au dopage ait conduit ou conduise encore aujourd'hui à réduire la diffusion du dopage dans le peloton cycliste sera sans doute analysé par une majorité d'observateurs comme un bienfait. Ce genre de considérations n'entre cependant pas en ligne de compte dans la démarche de recherche sociologique. En revanche, en guise de conclusion, il s'avère utile d'opérer un parallèle avec le traitement ou, pour être exact, l'absence de traitement d'autres traits constitutifs de la culture cycliste et qui composent un ensemble d'écarts manifestes à la norme, bien que générale et flottante, de fair-play sportif. Avec les réserves évoquées supra au sujet de l'apparente opposition du dopage et de l'éthique sportive, il faut en effet souligner qu'en dépit de sa visibilité médiatique et des élans régulateurs qu'il a suscités depuis cinquante ans, le dopage ne représente qu'une occurrence parmi d'autres de ce que l'on pourrait appeler une « culture de la triche » dans le cyclisme. En effet, d'une part, les achats et ventes de courses sont monnaie courante dans le peloton et ce du niveau amateur au plus haut niveau du professionnalisme. Dans son livre paru trois ans après l'affaire Festina, l'ancien directeur sportif Bruno Roussel détaillait déjà certaines de ces pratiques mercantiles atteignant parfois des montants relativement élevés. Richard Virenque aurait ainsi offert, par exemple, 100 000 francs à Jan Ullrich pour une victoire d'étape sur le Tour (Roussel, 2001). Jérôme Chiotti (2001) révélait quant à lui avoir acheté un titre de champion de France de VTT pour 50 000 francs. Pour beaucoup de nos interviewés comme pour l'ancien champion olympique Pascal Richard (2001), il est cependant injustifié de s'offusquer de ces pratiques, car elles relèvent de « stratégies du métier », qui permettent plus tard de négocier de meilleurs contrats auprès des équipes grâce à la valorisation des bons résultats individuels obtenus.

« Des fois, ils partent à deux et le gars propose de l'argent pour que l'autre se mette à plat ventre. J'ai déjà eu des crampes, je sais que je vais peut-être me faire lâcher parce qu'il y a une petite bosse dans le final, donc je prends l'argent, je roule à bloc et tant pis. On est quand même professionnel, on fait tout ça pour l'argent. Enfin, moi personnellement, je ne vois pas ça comme de la grosse triche. C'est un échange de bons procédés » (Ludovic, coureur professionnel).

« Une fois, on avait vendu un championnat de Belgique dans l'équipe à un coureur pour ne pas rouler derrière lui. Il avait gagné le titre, il a pu valoriser ça l'année suivante et nous, on avait tous eu une belle petite somme. Il faut bien gagner sa vie hein » (Kevin, coureur professionnel dans les années 2000).

Moins économiquement mesurable, la pratique des rétro-poussettes⁴ est également courante dans le cyclisme professionnel. Elle peut toutefois à l'occasion permettre l'obtention de résultats directement traduisibles en gains financiers.

« Je me souviens qu'en agissant comme tu as vu aujourd'hui, on a déjà fait rentrer P. dans un Top 20 au Tour de France. Bon, il faut être tout le temps attentif pour savoir où sont les commissaires de course mais ça peut être rentable hein ! » (Gilbert, mécanicien d'une équipe professionnelle).

L'adoption de postures officiellement favorables à la restauration d'une éthique forte dans la compétition sportive ne peut donc cacher ce qui s'impose comme une évidence. C'est l'anticipation et la volonté d'échapper à des retombées négatives sur le plan économique qui ont conduit ces dernières années une partie de l'univers cycliste à afficher son attachement à une moralisation des pratiques. Dès lors que d'autres exemples d'atteintes à une compétition basée sur un principe de fair-play n'ont jamais fait l'objet de scandales publics et ne sont donc pas susceptibles d'entraîner des conséquences dommageables pour la survie de l'activité, le microcosme cycliste ne voit aucun inconvénient à ce que ce type de pratiques continue à se développer. C'est donc bien sous la pression d'éléments extérieurs que les initiés sont amenés à retravailler les normes qui régissent leurs actions et il n'est sans doute pas exagéré de dire que la conviction et la croyance en un sport éthique sont en réalité des préoccupations plutôt secondaires. Le monde cycliste et le MPCC en tête ont cependant compris que lutter contre le dopage était aujourd'hui devenu un moyen sans doute nécessaire afin

⁴ Pratique qui consiste à tracter un coureur à l'aide d'un bidon donné et « retenu » pendant plusieurs secondes par le directeur sportif au volant de la voiture, qui accélère pendant la manœuvre. La technique connaît également une variante lorsque le mécanicien, penché par la fenêtre de la voiture qui avance, feint d'opérer un réglage au vélo pour tenir le vélo et faire ainsi progresser le coureur plus rapidement grâce à l'accélération du véhicule. La rétro-poussette permet généralement au coureur de se relancer, de revenir dans le peloton plus rapidement après un incident mécanique, etc.

- 1 d’atteindre l’objectif attendu de survie puis de redéploiement économique.
- 2
- 3 **Bibliographie**
- 4 Becker, H.S. (1985). *Outsiders*. Paris : Métailié.
- 5 Bellocq, F. (1991). *Sport et dopage : la grande hypocrisie*. Paris : Editions du Félin.
- 6
- 7 Berger, P., & Luckmann, T. (1986). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Méridiens Klincksieck.
- 8
- 9 Black, T., & Pape, A. (1997). The Ban on Drugs in Sport: The Solution or the Problem? *Journal of Sport and Social Issues*, 21 (1), 83–92.
- 10
- 11
- 12 Brissonneau, C. (2010). Dopage. In M. Attali, J. Saint-Martin (Eds.). *Dictionnaire culturel du sport* (pp. 453–454). Paris : Armand Colin.
- 13
- 14
- 15 Brissonneau, C., & Ohl, F. (2010). The genesis and effect of French anti-doping policies in cycling. *International Journal of Sport Policy and Politics*, 2 (2), 173–187.
- 16
- 17
- 18 Brissonneau, C., & Le Noé, O. (2006). Construction d’un problème public autour du dopage et reconnaissance d’une spécialité médicale. *Sociologie du travail*, 48, 487–508.
- 19
- 20
- 21 Brissonneau, C., Aubel, O., & Ohl, F. (2008). *L’épreuve du dopage*. *Sociologie du cyclisme professionnel*. Paris : PUF.
- 22
- 23 Chiotti, J. (2001). *De mon plein gré*. Paris : Calmann-Lévy.
- 24 Coakley, J., & Pike, E. (2009). *Sport in Society: Issues and Controversies*. Boston: McGraw Hill.
- 25
- 26 Connor, J. (2009). Towards a sociology of drugs in sport. *Sport in society*, 12 (3), 327–343.
- 27
- 28 Defrance, J. (1985). L’adoption de la perche en fibre de verre. *Culture technique*, 13, 257–263.
- 29
- 30 Demeslay, J., & Trabal, P. (2007). De quelques contraintes du processus d’harmonisation des politiques antidopage. *Terrains & Travaux*, 1, 138–162.
- 31
- 32
- 33 Dimeo, P. (2009). The origins of anti-doping policy in sports: From public health to fair-play. In V. Møller, M. McNamee, P. Dimeo (Eds.). *Elite Sport, Doping and Public Health* (pp. 29–40). Odense: University Press of Southern Denmark.
- 34
- 35
- 36
- 37
- 38 Durkheim, E. (1893). *De la division du travail social*. Paris : Alcan.
- 39
- 40 Fincoeur, B., & Paoli, L. (2014). Des pratiques communautaires au marché du dopage. Evolution de la distribution des produits dopants dans le cyclisme. *Déviance et Société*, 38 (1), 3–27.
- 41
- 42
- 43
- 44 Fincoeur, B., Frenger, M., & Pitsch, W. (2014). Does one play with the athletes’ health in the name of ethics? *Performance Enhancement & Health*, 2 (3), 182–193.
- 45
- 46
- Gaumont, P. (2005). *Prisonnier du dopage*. Paris : Grasset. 47
- Hemphill, D. (2009). Performance enhancement and drug control in sport: ethical considerations. *Sport in Society*, 12 (3), 313–326. 48
49
50
- Hoberman, J. (2001). How drug testing fails : the politics of doping control. In W. Wilson, E. Derse (Eds.). *Doping in Elite Sport* (pp. 241–274). Champaign: Human Kinetics. 51
52
53
- Hoberman, J. (1992). *Mortal engines : The science of performance and the dehumanization of sport*. New York: Free Press. 54
55
56
- Houlihan, B. (2002). *Dying to Win? Doping in Sport and the Development of Anti-Doping Policy*. Strasbourg : Editions du Conseil de l’Europe. 57
58
59
- Laure, P. (2000). *Dopage et société*. Paris : Ellipses. 60
- Mauron, A. (2011). Le dopage et (est ?) l’esprit du sport. In J.N. Missa, P. Nouvel (Eds.). *Philosophie du dopage* (pp. 127–139). Paris : PUF. 61
62
63
- Mazanov, J., & Connor, J. (2010). Rethinking the management of drugs in sport. *International Journal of Sport Policy and Politics*, 2 (1), 49–63. 64
65
66
- Møller, V. (2009). *The Ethics of Doping and Anti-Doping : Redeeming the Soul of Sport ?* New York: Routledge. 67
68
- Møller, V. (2005). Knud Enemark Jensen’s Death During the 1960 Rome Olympics: A Search for Truth? *Sport in History*, 25 (3), 452–471. 69
70
71
- Ohl, F., Fincoeur, B., Lentillon-Kaestner, V., Defrance, J., & Brissonneau, C. (2013). The socialization of young cyclists and the culture of doping. *International Review for the Sociology of Sport*. Online first. 72
73
74
75
- Rathke, A., & Woitek, U. (2008). Economics and the summer Olympics: an efficiency analysis. *Journal of Sports Economics*, 9 (5), 520–537. 76
77
78
- Richard, P. (2001). *Géant de la route, forçat de la vie : le vrai visage d’un cycliste*. Genève : Factual. 79
80
- Roussel, B. (2001). *Tour de vices*. Paris : Hachette. 81
- Sallé, L., Lestrelin, L., & Basson, J.C. (2006). Le Tour de France 1998 et la régulation du dopage sportif : reconfiguration des rapports de force. *Staps*, 73, 9–23. 82
83
84
- Savulescu, J., Foddy, B., & Clayton, M. (2004). Why we should allow performance enhancing drugs in sport. *British Journal of Sports Medicine*, 38, 666–670. 85
86
87
- Sénat français (2013). *Rapport fait au nom de la commission d’enquête sur l’efficacité de la lutte contre le dopage*. <http://www.senat.fr/rap/r12-782-1/r12-782-11.pdf> 88
89
90
- Smith, A., & Stewart, B. (2008). Drug policy in sport: hidden assumptions and inherent contradictions. *Drug & Alcohol Review*, 27 (2), 123–129. 91
92
93

1	Tamburrini, C. (2006). Are Doping Sanctions Justified? A	Voet, W. (1999). <i>Massacre à la chaîne, révélations sur 30 ans</i>	12
2	Moral Relativistic View. <i>Sport in Society</i> , 9 (2), 199–211.	<i>de tricherie</i> . Paris : Calmann-Lévy.	13
3	Taverna, N., & Aubel, O. (2013). <i>Vulnérabilités et risques or-</i>	Waddington, I., & Smith, A. (2009). <i>An Introduction to Drugs</i>	14
4	<i>ganisationnels liés au dopage dans le cyclisme profession-</i>	<i>in Sport: Addicted to Winning?</i> Londres: Routledge.	15
5	<i>nel</i> . Présentation à la conference de l'ACAPS, Grenoble.	Waddington, I. (1996). The development of sports medicine.	16
6	Tolleneer, J., & Schotsmans, P. (2013). Self, other, play, dis-	<i>Sociology of Sport Journal</i> , 13, 176–196.	17
7	play and humanity: development of a five-level model for	Yesalis, C., & Bahrke, M. (2002). History of Doping in Sport.	18
8	the analysis of ethical arguments in the athletic enhance-	<i>International Sports Studies</i> , 24 (1), 42–76.	19
9	ment debate. In J. Tolleneer, S. Sterckx, P. Bonte (Eds.).	Young, K. (1993). Violence, risk and liability in male sports	20
10	<i>Athletic enhancement, human nature and ethics</i> (pp. 21–	culture. <i>Sociology of Sport Journal</i> , 10, 373–396.	21
11	43). Dordrecht: Springer.		